

# Résumé

L'Europe a habilement surmonté nombre de grands chocs, mais leurs dégâts persistants commencent à laisser des traces. La dynamique de croissance s'essouffle et fait place à des perspectives médiocres à moyen terme. L'impulsion donnée par les exportations effectuées par anticipation en début d'année s'inverse désormais alors que les droits de douane commencent à faire sentir leurs effets et que les marchés obligataires intègrent les risques élevés dans un contexte d'incertitude prolongée. Jusqu'à présent, les baisses des taux d'intérêt et la hausse des dépenses budgétaires, y compris dans le secteur de la défense, n'ont pas stimulé la demande privée. L'écart de productivité avec les États-Unis reste grand. Sur le plan intérieur, les besoins de réformes structurelles notoirement connus ne sont toujours pas satisfaits. Les objectifs nationaux étroits qui prennent le pas sur les avantages communs plus vastes, et la lenteur des processus décisionnels de l'Union européenne, menacent de retarder une plus grande intégration des marchés européens du capital, du travail et des produits. De plus, les réformes en faveur de la croissance engagées par les pays manquent souvent de soutien au niveau national. Alors que la croissance et les rééquilibrages ne répondent pas aux attentes, la montagne de la dette des pays européens pourrait s'élever pour atteindre en moyenne 130 % d'ici à 2040. Les pressions budgétaires qui l'accompagnent exigent un rééquilibrage budgétaire important.

À court terme, les politiques macroéconomiques doivent garder le cap, sauvegarder une stabilité des prix durement acquise, engager un assainissement des finances publiques et préserver l'ouverture commerciale. Étant donné la hausse des coûts du commerce international, l'Europe devrait élargir ses relations commerciales et favoriser une coopération multilatérale. L'essentiel pour que la croissance à long terme soit durablement élevée est de surmonter la dérive périlleuse des politiques en matière de réformes structurelles. Les solutions sont décidément à la portée de l'Europe. Les débats autour des réformes sont aujourd'hui intenses mais les plans ambitieux, qui vont de la réduction de la bureaucratie à l'introduction du 28<sup>e</sup> régime, risquent d'être édulcorés.

La constatation de l'urgence du changement doit se traduire par des mesures énergiques. Au niveau de l'Union européenne, les objectifs prioritaires sont notamment de démanteler la fragmentation du marché unique, de débloquent les investissements risqués, de fournir sur une plus grande échelle les biens publics européens et d'accroître autant que possible les gains d'agglomération. Si seulement le tiers supérieur des pôles de production de l'Union européenne exploitait les avantages d'agglomération que procure la disponibilité au niveau local du capital humain, des financements et des écosystèmes de recherche et développement aussi bien que leurs équivalents aux États-Unis, la productivité globale du travail dans l'Union européenne serait supérieure de 8 %. Au niveau national, doper la productivité nécessite de réduire la réglementation, de créer les conditions propices à l'innovation et de rendre la main-d'œuvre mobile.

Il est difficile de réformer. Un dialogue social et une communication stratégique peuvent contribuer à surmonter les clivages politiques et les réactions de rejet des intérêts catégoriels. Bien regrouper les réformes et les échelonner, et les réaliser au moment voulu, peut permettre de recueillir un large soutien en faisant bénéficier la société et les pays dans leur ensemble de leurs bienfaits. Un processus décisionnel plus agile dans l'Union européenne contribuerait également à accélérer les décisions.